

L'HUMAIN AVANT TOUT !



Juin-Juillet 2011

Journal du secteur entreprises du PCF 63

RSA, CAC40 : qui sont les vrais assistés ?

Une personne seule, sans emploi, bénéficiaire du RSA, perçoit 467€/mois. Cela lui laisse **environ 15€/jour pour vivre**, payer son loyer, se déplacer, se nourrir,...

La quarantaine de grands patrons du CAC40 a perçu en 2010 un total de 102,5 millions d'€ de rémunérations directes. C'est l'équivalent de l'allocation annuelle perçue par **18300 personnes bénéficiant du RSA**. Qui est privilégié ? **Qui coûte le plus d'argent à la société ?** A LUMINOX, filiale de Cooper Sécurité, basée à Riom, c'est 25 millions d'€ distribués aux actionnaires et un projet de 24 licenciements. Qui profite, ici, le plus du système ?

Le gouvernement a décidé de pointer du doigt les plus en difficultés d'entre nous pour tenter de détourner l'attention de sa politique totalement au service des plus riches.

Les ouvriers, les salariés ne doivent pas se laisser prendre par ces discours qui ne servent qu'à cacher les vrais responsables de la situation économique et sociale de ce pays. **A force d'encourager la précarité à coup d'exonérations de cotisations sociales patronales sur les bas salaires, à force de baisser le coût du travail, à force de**

faire passer d'abord l'actionnaire plutôt que le salaire, les libéraux de tout pays ont provoqué cette immense crise qu'ils veulent maintenant faire payer aux peuples.

La Grèce, le Portugal, l'Espagne sont en train de vivre une austérité que l'on ne voit que dans des pays en guerre. Mais les citoyens, les jeunes, les « indignés », les salariés de ces pays refusent ces politiques et se battent contre la potion amère du FMI et de la Commission Européenne.

Il faut d'urgence réorienter l'argent au service des peuples, des travailleurs, des hommes et des femmes qui aspirent à vivre dignement. Pour cela, il faut que les salariés reprennent la main sur la politique, sur leur avenir et sur celui du pays.

Cyril CINEUX

Secrétaire départemental du PCF63



Les militants communistes du Puy-de-Dôme ont décidé de s'adresser aux salariés des entreprises du département à travers ce journal. Ainsi, vous verrez, tous les 2 mois environ, des communistes devant les portes Michelin, au rond-point du Brézet, devant l'AIA, à la Poste, devant EDF, le CHU, Régional, sur les bassins de Thiers, Riom et Issoire, ... Ce journal fera part de nos analyses, de nos propositions pour lutter contre les politiques libérales qui font tant de mal aux salariés de ce pays. Mais il se veut aussi un outil d'échange et de discussion. Une place y sera réservée à celles et ceux qui souhaitent réagir à l'actualité, pousser un coup de gueule ou un cri du coeur. Pour échanger, pour participer à la construction et à la diffusion de ce journal, vous pouvez nous contacter ou venir nous rencontrer à la Fédération PCF du Puy-de-Dôme :

secteurentreprises.pcf63@orange.fr

34 rue des clos - Clermont-Ferrand

Tel : 04 73 24 14 17



Si la gauche revient au pouvoir en 2012 Que doit-elle faire ...



... pour les services publics ?

Les attaques contre les services publics ne cessent de se multiplier. Méthodiquement la droite est en train de livrer nos biens communs que sont la santé, l'école, les transports, les communications ... aux appétits des financiers. Pour Nicolas Sarkozy et le MEDEF aucun domaine de la vie ne doit échapper au secteur marchand.

Ainsi, par exemple, l'hôpital et l'éducation sont dans le collimateur du gouvernement et des politiques libérales de l'Union Européenne. **En Auvergne**, après la fermeture de la maternité d'Ambert en 2006, des nouvelles menaces planent sur les blocs opératoires de **Thiers, Ambert, Saint-Flour, Brioude et Riom**, suite à un décret gouvernemental prévoyant la fermeture de 182 blocs au niveau national. Ce décret met en péril l'avenir même de notre

région en cassant le principe d'égal accès aux soins sur tout le territoire. Déremboursements de nombreux médicaments, paiements à l'acte... les efforts financiers sont de plus en plus à la charge du patient à qui on impose de payer l'addition de la privatisation.

Dans l'éducation nationale nous assistons aux mêmes logiques d'économies et de réductions des moyens. Les annonces de fermetures de classes dans les écoles se sont multipliées ces dernières semaines. Au niveau national ce sont plus de 16 000 postes qui seront supprimés dès septembre. Jamais nous n'avions assisté à une telle attaque contre le service public.

Alors que devra faire la gauche si elle revient au pouvoir en 2012 ?

Doit-on privatiser, externaliser ou développer les services publics ?

Avec quels moyens ?

Quel type de gestion démocratique inventer pour redonner aux citoyens toute leur place dans les décisions et orientations des différents services publics ?

Pour le PCF et le Front de Gauche, les services publics sont un bien commun précieux qui permet, à tous, l'accès à des droits fondamentaux (santé, transport, énergie, éducation,...).

Dans le prochain numéro de ce journal (sortie prévue courant septembre), nous mettrons les propositions que fait le Front de Gauche sur les services publics. D'ici là, vous pouvez en prendre connaissance ici :

www.63.pcf.fr
rubrique secteur entreprises

Retour sur la souffrance au travail

Le PCF organisait le 10 mai dernier un grand débat autour de la question de la souffrance au travail.

Au-delà de la souffrance physique, c'est la souffrance psychologique (dépression, mal être, stress, violence, suicides) qui est en nette augmentation selon les différents témoignages. Les cas de France Télécom, Renault, de la FNAC et d'Alcan ont fait ces derniers mois la une des médias.

Le débat a permis de mettre en évidence les causes profondes de ce malaise. **Ce sont les modes d'organisation du travail**, avant tout guidés par le profit à court terme, avec des cadences poussées au maximum et des charges de travail qui augmentent, qui sont en cause.

Nous assistons depuis des années à une individualisation du travail, **isolant les salariés et effaçant la notion du collectif**. La précarité est devenue une norme. La stabilité des contrats a laissé la place aux CDD, aux temps partiels, à l'intérim... **Cette instabilité a pu s'installer à cause du chômage de masse qui tire l'ensemble du salariat vers le bas.**

Cela s'est accompagné d'**atteintes aux droits syndicaux** avec de nombreux représentants du personnel inquiétés.

**Que faire face à cela ?
Quel sens devons-nous donner au travail ?**

Quels combats devons-nous mener ?

Il existe, bien sur, des droits et des textes sur lesquels s'appuyer pour vaincre le fléau de la souffrance au travail. Mais il paraît essentiel d'aller au-delà. **Le PCF avance notamment le projet d'une Sécurité d'Emploi et de Formation afin de sécuriser les parcours de vie, de permettre une véritable démocratie sociale avec des droits nouveaux pour les salariés dans les entreprises.**

La nécessité d'augmenter les salaires, le besoin d'améliorer les conditions de travail, la poursuite de la réduction du temps de travail devront être au centre des enjeux électoraux de 2012. Avec le Front de Gauche, les communistes sont mobilisés pour que cette question sociale soit au cœur de la période qui s'ouvre.



Augmenter les salaires

Au-delà de la mesure de justice sociale, **l'augmentation des salaires permet d'améliorer le pouvoir d'achat, par conséquent la consommation de la production et sa qualité.**

Le salaire est le prix que paye l'employeur, le capitaliste, pour acheter de la force de travail. Il est composé de 2 parties : une partie, le salaire net, versée sur le compte bancaire à la fin du mois, et l'autre partie, socialisée, sous forme de cotisations sociales qui sert à financer des "biens publics" comme la santé, la retraite, bref la protection sociale.



Une mesure de justice sociale.

Depuis les années 80, la part des salaires dans la valeur ajoutée, c'est-à-dire dans la richesse produite par l'ensemble des travailleurs au sein de l'économie nationale, a reculé de 10 points du PIB. Chaque point représente 20 milliards d'€ par an. Ce sont donc **200 milliards d'€ qui passent chaque année du camp du travail à celui du capital.** Cette baisse de la part salariale n'a pas conduit à plus d'investissement mais à une augmentation des dividendes au détriment des salaires, mais aussi au détriment des dépenses de recherche-développement et de l'investissement matériel.

Cette situation, conjuguée au choix des différents gouvernements de baisser les "coûts du travail" sur les bas revenus tirant ainsi toutes les rémunérations vers le bas conduit à ce qu'aujourd'hui **1 salarié sur 4 gagne 73% du SMIC**, que la moitié des salariés gagne moins de 1653€ net/mois et que 8 millions de personnes (soit 13% de la population) vivent sous le seuil de pauvreté. **Une augmentation des salaires est donc indispensable pour mettre fin à cette injustice.**

Cela permettrait de relancer la consommation et par voie de conséquence l'économie réelle. La consommation des ménages est le facteur qui contribue le plus à l'activité et à la croissance économique.

Les salaires, ennemis de l'emploi ?

Les salaires seraient l'ennemi de l'emploi, dit-on, parce qu'ils nuiraient à la compétitivité des entreprises.

Cette politique a mené la France dans le mur : il y a plus de quatre millions de chômeurs inscrits à Pôle emploi, une précarité dévorante et une croissance qui se traîne.

« Augmenter les salaires serait la dernière bêtise à faire en Europe »

C'est ce qu'à déclaré Jean Claude TRICHET, président de la Banque Centrale Européenne, qui gagne 28 771 €/mois.

Qui a dit que la lutte des classes n'existait pas ?

POURQUOI AIDER LES PLUS RICHES ?



En fait cette politique nuit à la demande en alimentant l'insuffisance de la consommation salariale et, donc, les débouchés. Mais elle nuit aussi à l'efficacité de l'offre productive en générant l'insuffisance des qualifications.

La politique d'abaissement des « coûts salariaux » n'empêche absolument pas les délocalisations, car la France n'arrivera jamais à descendre au niveau des « coûts salariaux » chinois, indiens ou turcs. Par contre, elle nuit gravement à l'essor des nouvelles technologies informationnelles en France qui exigent une croissance du marché intérieur et une très forte promotion des qualifications.

Ce ne sont pas les "charges salariales" qu'il faut baisser mais les "charges financières" (intérêts et dividendes payés par les entreprises): en 2009, année de récession, ces dernières atteignaient 324 milliards d'euros, contre 147 milliards seulement pour les « charges sociales patronales », c'est à dire les cotisations sociales des entreprises.

Augmenter les salaires, c'est donner aux salariés ce qui est leur dû, les justes fruits de leur travail.

Front uni contre la vie chère

La hausse des prix et la baisse du pouvoir d'achat asphyxient les familles alors qu'au même moment les entreprises du CAC 40 enregistrent des bénéfices records. La précarité pour une très grande majorité, toujours plus de profits pour une petite minorité : cette réalité est de plus en plus insupportable chaque jour.

Ensemble nous exigeons :

1 - D'augmenter les salaires, pas les actionnaires

Une sensible augmentation des salaires, des retraites et des minima sociaux, avec **un salaire minimum porté tout de suite à 1600 euros brut. Une contribution immédiate des grandes fortunes, via un renforcement de l'ISF**, pour redonner à l'État les moyens de conserver et créer des emplois utiles dans l'éducation, la santé, la police. **La création d'une sécurisation de l'emploi et de la formation.**

2 - De bloquer les prix et les loyers

Bloquer les prix de l'énergie (gaz, électricité, essence) et d'un ensemble de **biens de 1ère nécessité**. Bloquer les loyers et en limiter le montant à un maximum de 20% des revenus des familles.

3 - De taxer les profits et la spéculation

Taxer les revenus financiers des entreprises, **supprimer les 30 milliards d'exonérations des cotisations patronales, créer un pôle public bancaire.**



Nom - Prénom	Adresse	Téléphone	Courriel	Signature

Signez aussi la pétition en ligne : <http://www.pcf.fr/9472>

**Je m'engage, au sein du Front de Gauche
Je rejoins le Parti Communiste Français**

Nom : Prénom :
Tel : Portable :
Adresse :
Mail :

Merci de retourner ce coupon à l'adresse suivante ou de le remettre à un militant communiste :
Fédération PCF du Puy de Dôme 34 rue des clos BP14 63018 Clermont-Ferrand cedex 2

